

Défaillances et sauvegardes d'entreprises **en France**

3^{ème} trimestre 2020




altarea



SYNTHÈSE

PANORAMA
GÉNÉRAL

Les entreprises retiennent leur souffle, mais la proportion croissante de liquidations judiciaires inquiète

6702 défaillances d'entreprises en France au 3e trimestre 2020

3 procédures sur 4 mènent à la liquidation judiciaire

Paris, le 15 octobre 2020 – La société Altares, experte de l'information sur les entreprises, partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, présente son étude sur les défaillances d'entreprises en France : analyse du 3e trimestre 2020.

Thierry Millon, directeur des études Altares : « Malgré un rebond de 16 % au 3e trimestre, le PIB reste 5 % en-deçà de son niveau d'avant crise. Et pour autant, à l'instar des données qu'Altares relève depuis le début de l'année, les défaillances d'entreprises sont extraordinairement contenues.

Depuis janvier, les tribunaux ont prononcé 24 000 ouvertures de procédures collectives, soit le plus bas niveau de défaillances depuis plus de 30 ans. L'Etat, qui a très tôt mis en place des mesures de soutien (chômage partiel, PGE, report des cotisations et aménagement des règles de cessation de paiement, etc.) a permis aux entreprises de tenir le choc, jusqu'à maintenant.

Plusieurs signaux nous alertent cependant, en particulier la proportion grandissante de liquidations directes, révélatrice d'entreprises qui ont sans doute trop attendu pour se déclarer en cessation. »

■ Un niveau de défaillances au plus bas depuis trente ans

Le nombre de défaillances augmente cet été par rapport aux mois précédents avec **6702 procédures comptabilisées**. Un niveau qui reste très en-deçà (-35,4 %) de ce qui était observé sur la même période en 2019.

Il faut remonter à plus de trente ans (1989) pour trouver des données aussi peu élevées sur 12 mois glissés (37500) à fin septembre.

■ Mais la proportion de liquidations judiciaires augmente

Alors qu'elles représentent traditionnellement un peu plus de 2 procédures sur 3 (68,4 % à l'été 2019), les liquidations judiciaires concernent au 3e trimestre 2020 plus de 3 entreprises sur 4 (75,8 % des procédures), soit 5081 sociétés au total.

Une tendance qui indique qu'à l'heure post Covid, les entreprises se présentent devant le tribunal dans des conditions financières ne permettant plus d'envisager une poursuite d'activité.

■ Les grandes PME et ETI ont mieux résisté au 3ème trimestre

Au cours du deuxième trimestre 2020, les procédures concernant les sociétés de plus de 100 salariés bondissaient de 33 % pour atteindre 52 défaillances. Ce n'est plus le cas sur ce troisième trimestre. On comptabilise sur cet été 27 procédures de PME et ETI contre 31 au 3e trimestre 2019.

Dans ces conditions, le nombre d'emplois directement menacés par ces défaillances est ramené à 26 000 soit 9 600 de moins qu'un an plus tôt et près de 17 000 de moins qu'il y a trois mois.

■ Nombre de défaillances d'entreprises par type de procédure et par trimestre

(Données arrêtées au 1^{er} octobre de chaque année)

	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	Évolution T3 2020/2019	Moyenne 5 ans
Sauvegardes	254	224	212	205	155	-24,4%	210
Redressements Judiciaires	3 318	3 214	3 563	3 079	1 466	-52,4%	2 928
Liquidations Judiciaires directes	7 850	7 519	7 788	7 097	5 081	-28,4%	7 067
Total défaillances	11 422	10 957	11 563	10 381	6 702	-35,4%	10 205
Total Emplois menacés	39 700	35 100	34 900	36 200	26 600	- 9 600	34 500
Emplois menacés par entreprise	3,5	3,2	3,0	3,5	4,0	0,5	3,4

■ Le commerce devient le secteur le plus touché par les défaillances

Au 3ème trimestre 2020, le secteur du commerce s'avère le plus impacté, avec 1517 défaillances (en baisse de 35,6 % vs. 3e trimestre 2019). La construction, qui concentre traditionnellement le plus grand nombre de défauts, connaît quant à elle un très net recul de 42,3 % avec 1447 procédures.

Viennent ensuite les services aux entreprises (964 ; -29,3 %) et l'Hébergement-Restauration-Cafés (965 ; 31,2 %). L'industrie enregistre quant à elle 423 défaillances (-41,2 %).

Si la vue d'ensemble tend à laisser penser que la baisse des défaillances profite à tous, une observation à la loupe des statistiques confirme de nombreux points de tension.

FOCUS

Une baisse en trompe l'œil des liquidations judiciaires

Ce 3^e trimestre compte 2000 liquidations judiciaires de moins qu'un an plus tôt mais cela traduit-il vraiment une amélioration aussi forte qu'il y paraît ? Probablement pas.

Habituellement 60 % à 70 % des jugements de redressement ou liquidation judiciaire sont prononcés sur **déclaration de cessation de paiement**, soit à l'issue d'une démarche volontaire, initiée par l'entreprise. 30 % à 40 % des jugements sont à l'inverse déclenchés suite à l'assignation d'un créancier (notamment l'URSSAF). Des situations qui mènent dans la très grande majorité des cas à une liquidation judiciaire.

Or, l'adaptation des textes réglementaires relatifs aux entreprises en difficultés durant l'état d'urgence sanitaire **écartait notamment toute assignation par un créancier. Depuis, les moratoires restent fortement encouragés, limitant le recours à l'assignation.** Si durant l'été 2019, les assignations avaient été suspendues, 30 % à 40 % des liquidations auraient potentiellement pu être « oubliées », soit environ 2500 procédures.

Sur cette hypothèse, les 5000 liquidations de ce troisième trimestre 2020 seraient alors à comparer aux 4600 d'un an plus tôt, soit une augmentation d'au moins 10 %. Un train peut en cacher un autre !

L'analyse des défaillances sectorielles à la loupe

- CONSTRUCTION**
Défaillances en très net recul sur l'ensemble du secteur, qu'il s'agisse du gros œuvre comme la maçonnerie générale (-43 %), du second œuvre comme les travaux de peinture (-46 %) ou des travaux publics à l'image des travaux de terrassement (-44 %).
- COMMERCE**
Une baisse moins marquée des niveaux de procédures, comme dans la vente de véhicules automobiles (-19 %) ou le détail de prêt-à-porter (-23 %). Deux activités présentent une forte hausse des défaillances : **les librairies (+67 %) et le commerce interentreprises de boissons (+23 %).**
- ALIMENTAIRE**
Les dépôts de bilan d'artisans boulangers sont en recul sensible (-47 %). A noter que la **procédure ouverte sur les sociétés des abattoirs Arcadie a multiplié par trois le nombre de défaillances dans la transformation de la viande.**
- INDUSTRIE MANUFACTURIERE**
Des baisses fortes dans la plupart des activités. **La réparation navale est durement fragilisée.**
- SERVICES INFORMATIQUES**
L'amélioration est soutenue en programmation (-44 %) et en conseil (-41 %), à l'inverse de l'activité de portail internet qui accuse une augmentation de 55 %. **En communication, les procédures sont en forte hausse dans l'édition de livres et l'enregistrement sonore.**
- TRANSPORTS ROUTIERS**
Le fret affiche une nette baisse des défauts ce trimestre (-48 %), dans l'interurbain comme en transport de proximité. **La situation est tendue en revanche dans le transport de voyageurs.**
- SERVICES AUX ENTREPRISES**
De fortes disparités entre les activités de conseil de gestion (-40 %), de relations publiques (-3 %) et de design (+14 %). Dans les services administratifs, le nombre des défaillances recule dans les activités de nettoyage de bâtiments (-54 %) et de sécurité (-44 %) mais augmente sur les activités de photocopie et préparation de documents (+17 %) et **plus encore sur les agences de voyages dont le nombre de procédures a plus que triplé ce troisième trimestre.**
- SERVICES A LA PERSONNE**
Les coiffeurs enregistrent 19 % de défaillances en moins mais l'entretien corporel (sauna, hammam, jacuzzi...) subit à l'inverse une augmentation de 10 %.
- RESTAURATION**
La restauration traditionnelle (-32 %) ou rapide (-37 %) comme les débits de boisson (-31 %) affichent des améliorations sensibles sur un an. En revanche, la situation se tend dans **l'hébergement (+6,6 %)** notamment en hôtellerie, hébergement touristique et camping.



L'Etat encore en soutien pour éviter l'explosion des défaillances



Thierry Millon conclut :

« Ces chiffres traduisent mal l'incertitude qui prévaut en cette fin d'année. Les obstacles à la poursuite des activités n'ont pas disparu mais ils ont été contenus pour permettre aux entreprises de reprendre leur élan.

L'Etat l'a bien compris en prolongeant ou en élargissant l'assiette de certains dispositifs, par exemple le renforcement des soutiens aux entreprises impactées par les nouvelles restrictions sanitaires (fonds de solidarité, activité partielle, report des charges). On a aussi en tête la prolongation de l'indemnisation à 100 % de l'activité partielle pour les secteurs « protégés » comme l'événementiel, la culture, le voyage ou le sport.

Ajoutons à cela le plan de relance de 100 milliards d'euros présenté par M. Lemaire début septembre. Ces efforts sont importants et nécessaires pour permettre à nos entreprises d'être au rendez-vous du redémarrage de l'activité en 2021.

Une explosion des défaillances est redoutée par beaucoup dès ce dernier trimestre 2020. Mais en réalité, alors que l'économie n'aura pas encore pansé toutes ses plaies, c'est davantage sur le premier semestre 2021 - à la croisée des chemins de la reprise très gourmande en liquidités, et des premières échéances des Prêts Garantis par l'Etat à rembourser au printemps - que l'heure de vérité pourrait sonner. »

LES OUVERTURES DE SAUVEGARDES, REDRESSEMENTS JUDICIAIRES & LIQUIDATIONS JUDICIAIRES EN FRANCE

SOMMAIRE

Statistiques détaillées des défaillances

- 10 | Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^{ème} trimestre sur 5 ans
Histogramme des défaillances sur 5 ans
- 11 | Statistiques des défaillances **par tranche d'effectif** par nature de procédure
Statistiques des défaillances **par tranche d'âge** par nature de procédure
Statistiques des défaillances **par région** par nature de procédure
- 12 | Statistiques des défaillances **par activité** par nature de procédure
- 14 | Les défaillances d'entreprises de plus de 20 M€ de chiffre d'affaires au cours du 3^{ème} trimestre 2020
- 16 | Les défaillances d'entreprises en région au 3^{ème} trimestre 2020
- 17 | Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans

ANNEXES

- 28 | Méthodologie
- 30 | Secteurs d'activité analysés



Statistiques détaillées des défaillances

3^{ÈME} TRIMESTRE 2020

■ Statistiques des défaillances (ouvertures de procédure) 3^{ème} trimestre sur 5 ans

(Les données sont arrêtées au 1^{er} octobre)

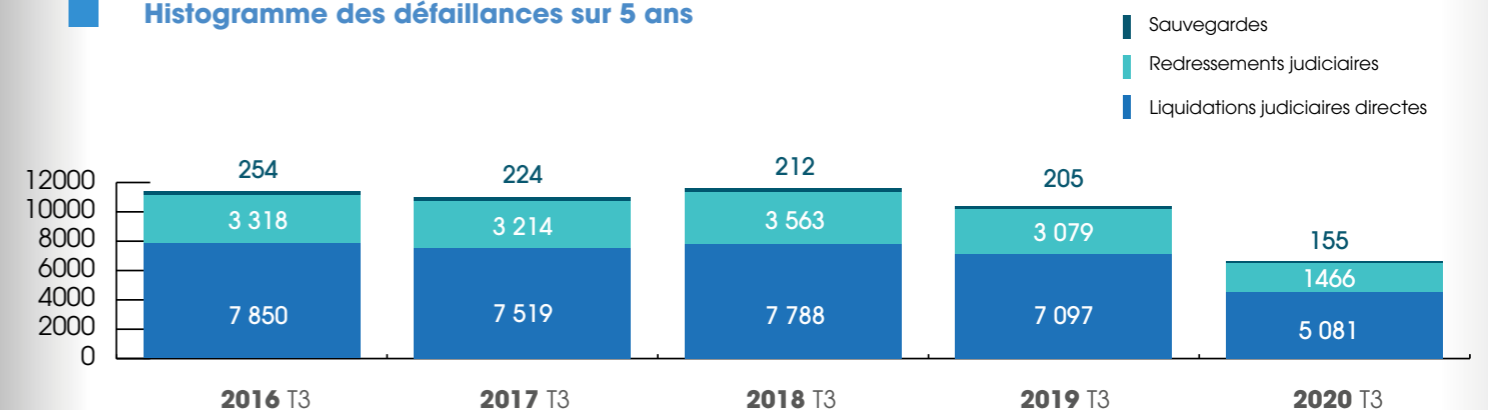
NOMBRE D'OUVERTURES	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	EVOLUTION T3 2020/2019	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	254	224	212	205	155	-24,4%	210
Redressements Judiciaires	3 318	3 214	3 563	3 079	1 466	-52,4%	2 928
Liquidations Judiciaires directes	7 850	7 519	7 788	7 097	5 081	-28,4%	7 067
TOTAL DEFAILLANCES	11422	10957	11563	10381	6702	-35,4%	10 205

TAUX PAR NATURE DE PROCEDURE	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	EVOLUTION T3 2020/2019	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2,2%	2,0%	1,8%	2,0%	2,3%	0,3%	2,1%
Redressements Judiciaires	29,0%	29,3%	30,8%	29,7%	21,9%	-7,8%	28,7%
Liquidations Judiciaires directes	68,7%	68,6%	67,4%	68,4%	75,8%	7,4%	69,3%
TAUX PROCEDURE	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	0,0%	100,0%

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	EVOLUTION T3 2020/2019	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	2 400	2 000	1 700	3 100	2 100	-1 000	2 260
Redressements Judiciaires	18 800	16 700	16 700	17 800	12 600	-5 200	16 520
Liquidations Judiciaires directes	18 500	16 400	16 500	15 300	11 900	-3 400	15 720
TOTAL EMPLOIS MENACES	39 700	35 100	34 900	36 200	26 600	-9 600	34 500

NOMBRE D'EMPLOIS MENACES PAR ENTREPRISE	2016 T3	2017 T3	2018 T3	2019 T3	2020 T3	EVOLUTION T3 2020/2019	MOYENNE 5 ANS
Sauvegardes	9,4	8,9	8,0	15,1	13,5	-1,6	11,0
Redressements Judiciaires	5,7	5,2	4,7	5,8	8,6	2,8	6,0
Liquidations Judiciaires directes	2,4	2,2	2,1	2,2	2,3	0,2	2,2
TOTAL EMPLOIS MENACES	3,5	3,2	3,0	3,5	4,0	0,5	3,4

■ Histogramme des défaillances sur 5 ans



PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

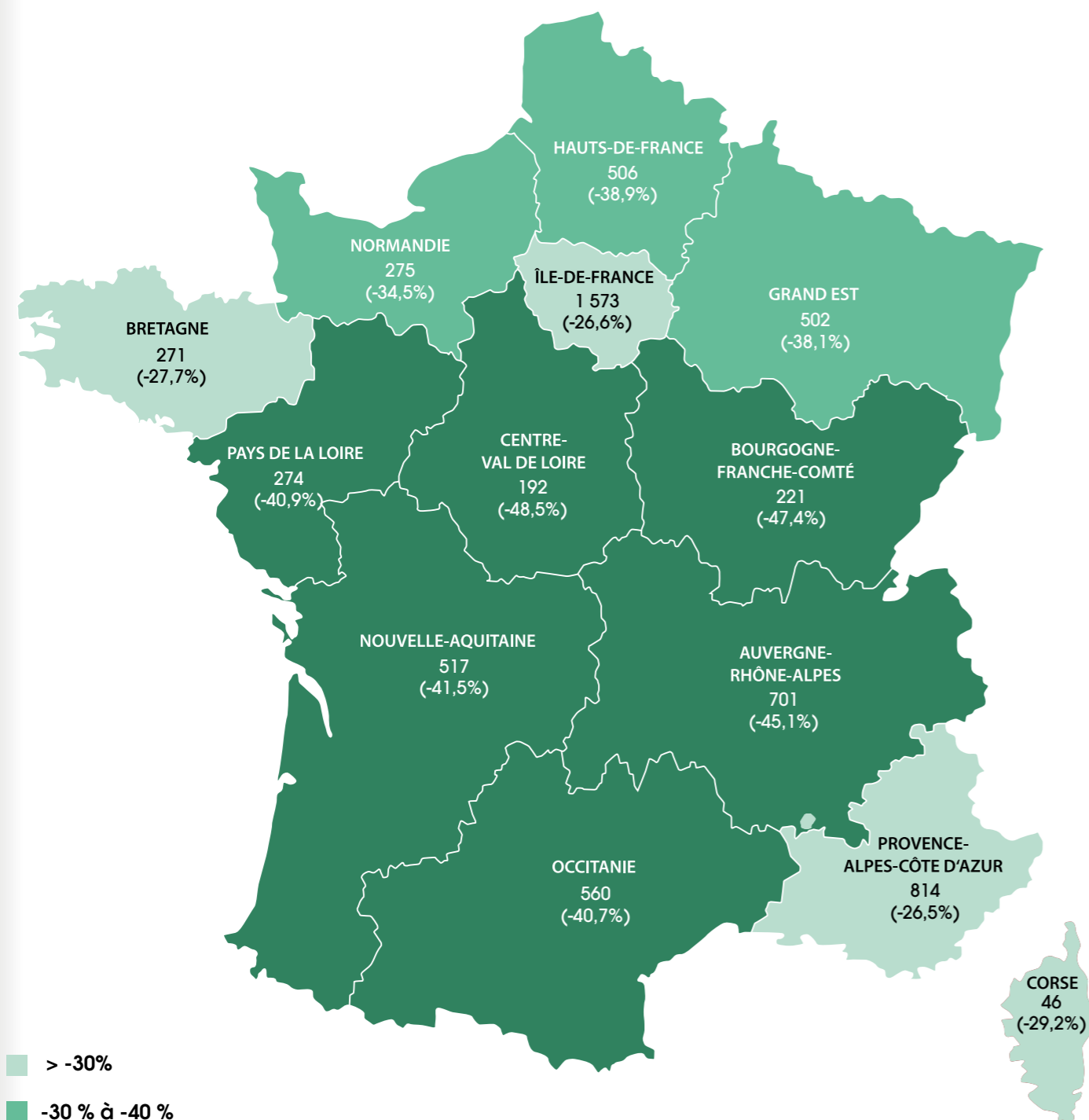
Statistiques des défaillances par activité par nature de procédure (suite)

Activités	2019 T3				2020 T3				Evolution 2020 T3 / 2019 T3	Taux de Liquidations Judiciaires
	Sauv.	RJ	LJ	Total	Sauv.	RJ	LJ	Total		
Information & communication	12	78	210	300	5	29	147	181	-39,7%	81,2%
Services informatiques & édition de logiciels	5	51	123	179	4	17	93	114	-36,3%	81,6%
Autres activités information & communication	7	27	87	121	1	12	54	67	-44,6%	80,6%
Transport & logistique	5	105	284	394	3	41	194	238	-39,6%	81,5%
Transport routier de marchandises	4	63	154	221	2	21	92	115	-48,0%	80,0%
Autres activités de transport	8	30	38	76	1	6	20	27	-28,9%	74,1%
Transport routier de voyageurs	1	34	100	135		14	82	96	-28,9%	85,4%
Activités d'assurance et financières	2	22	65	89	6	14	36	56	-37,1%	64,3%
Activités financières	2	13	47	62	5	10	26	41	-33,9%	63,4%
Activités d'assurance		9	18	27	1	4	10	15	-44,4%	66,7%
Services aux entreprises	38	396	930	1364	42	192	730	964	-29,3%	75,7%
Activités scientifiques et techniques										
Autres services spécialisés	8	66	168	242	4	45	145	194	-19,8%	74,7%
Conseil en communication et gestion	7	54	184	245	5	18	134	157	-35,9%	85,4%
Services d'architecture et d'ingénierie	2	46	134	182	12	26	90	128	-29,7%	70,3%
Services administratifs aux entreprises										
Activités de holding ou des sièges sociaux	16	63	109	188	13	27	81	121	-35,6%	66,9%
Autres services administratifs aux entreprises	4	97	191	292	6	51	186	243	-16,8%	76,5%
Sécurité	1	27	55	83		7	44	51	-38,6%	86,3%
Nettoyage de bâtiments		43	89	132	2	18	50	70	-47,0%	71,4%
Services aux particuliers	4	96	301	401	1	44	261	306	-23,7%	85,3%
Activités de réparation		8	37	45	1	5	26	32	-28,9%	81,3%
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	3	65	201	269		27	181	208	-22,7%	87,0%
Autres services à la personne	1	23	63	87		12	54	66	-24,1%	81,8%
Hébergement, restauration, débits de boisson	15	459	928	1402	13	204	748	965	-31,2%	77,5%
Hébergement	1	20	40	61	2	17	46	65	6,6%	70,8%
Restauration	13	355	732	1100	9	144	581	734	-33,3%	79,2%
Dont Restauration traditionnelle	8	219	404	631	6	76	343	425	-32,6%	80,7%
Dont Restauration rapide	4	122	312	438	3	61	212	276	-37,0%	76,8%
Débits de boissons	1	84	156	241	2	43	121	166	-31,1%	72,9%
Autres activités	10	217	404	631	11	79	328	418	-33,8%	78,5%
Santé humaine & action sociale	4	87	88	179	2	29	57	88	-50,8%	64,8%
Activités récréatives	3	59	140	202	5	21	125	151	-25,2%	82,8%
Enseignement	1	46	132	179	4	22	109	135	-24,6%	80,7%
Autres activités	2	25	44	71		7	37	44	-38,0%	84,1%
TOTAL DEFAILLANCES	205	3 079	7 097	10 381	155	1 466	5 081	6 702	-35,4%	75,8%

Les défaillances d'entreprises de plus de 20M€ de chiffre d'affaires, ou effectif supérieur à 200, au cours du 3^{ème} trimestre 2020 (données non consolidées, dernier bilan disponible)

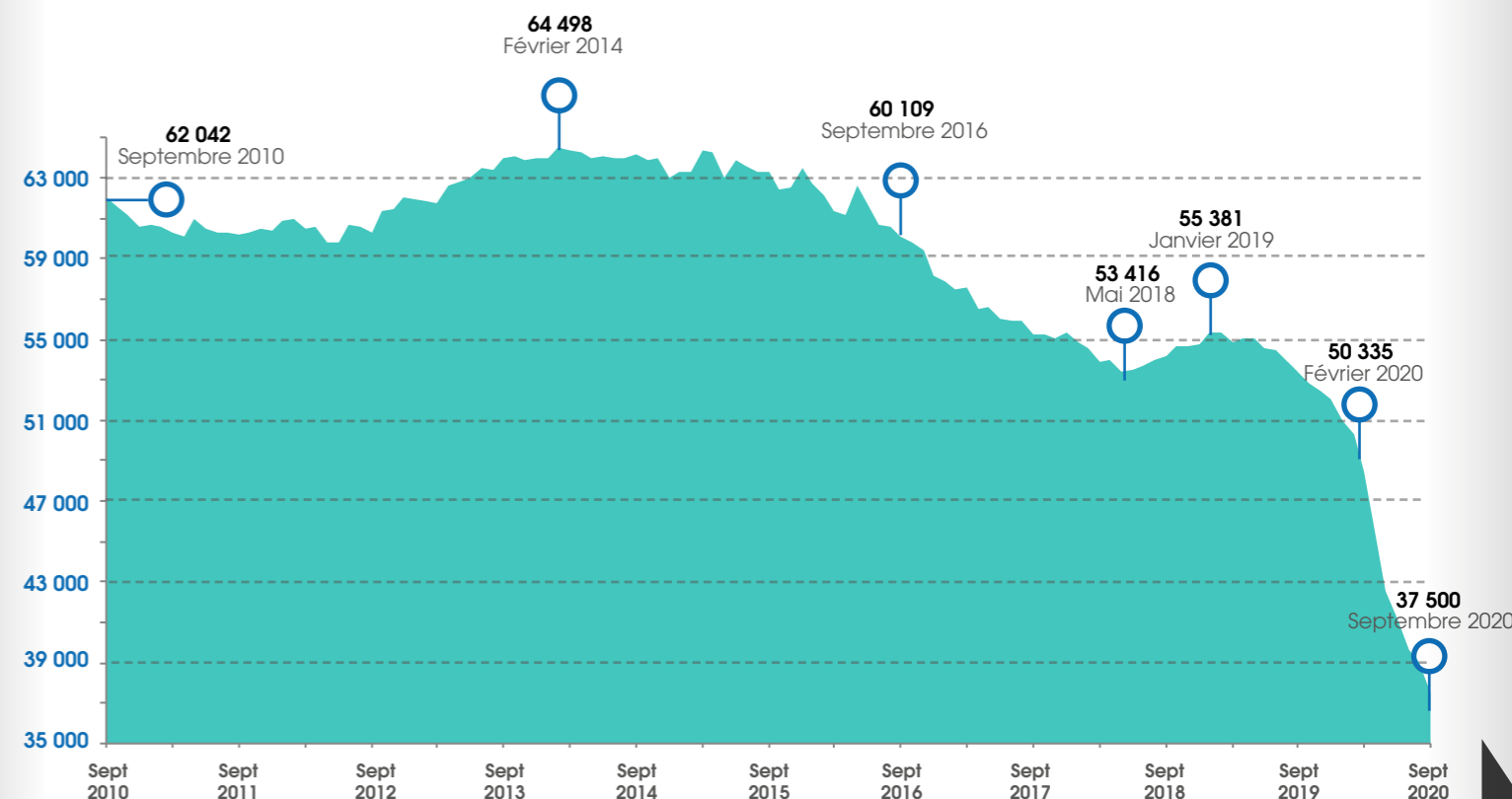
Raison sociale	Activité	NAF	DPT	Effectif	CA (M€)	Année dernière bilan publié	Procédure	Mois de procédure
SERARE (COURTEPAILLE)	Restauration traditionnelle	5610A	91	2534	189,8	2018	Redressement judiciaire	Juillet
MAXI TOYS FRANCE SA	Commerce de détail de jeux et jouets	4765Z	68	756	141,2	2019	Liquidation judiciaire (après une ouverture de réorganisation judiciaire prononcée par le Tribunal de l'entreprise du Hainaut, division Mons Belgique)	septembre
KIDILIZ GROUP (Z, Chipie, Catimini...)	Commerce interentreprises d'habillement	4642Z	75	669	253,2	2018	Redressement judiciaire	septembre
ARCADIE SUD OUEST	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1011Z	12	594	238,1	2018	Redressement judiciaire	Juillet
Z RETAIL (KIDILIZ GROUP)	Commerce de détail d'habillement	4771Z	75	503	54,7	2018	Redressement judiciaire	septembre
BIO C' BON IDF	Commerce de produits bio	4729Z	91	441	102,5	2018	Redressement judiciaire	septembre
COMEXPOSIUM	Organisation de foires, salons professionnels et congrès	8230Z	92	378	130,0	2018 (2019 confidentiel)	Procédure de sauvegarde	septembre
DURALEX INTERNATIONAL	Fabrication de verre creux	2313Z	45	250	26,1	2019	Redressement judiciaire	septembre
KIDILIZ RETAIL (KIDILIZ GROUP)	Commerce de détail d'habillement	4771Z	75	231	44,6	2018	Redressement judiciaire	septembre
EARTA	Aide par le travail	8810C	44	220	7,0	2017	Redressement judiciaire	septembre
PHILDAR	Commerce interentreprises de textiles	4641Z	59	200	34,3	2018	Procédure de sauvegarde	Juillet
BANQUE TRAVELEX SA	Bureaux de change	6419Z	92	198	14,88 (P.N.B)	2018	Redressement judiciaire	septembre
CENTRALE D'ACHATS KIDILIZ (KIDILIZ GROUP)	Centrales d'achat non alimentaires	4619A	42	146	182,0	2018	Redressement judiciaire	septembre
EHG	Commerce interentreprises de fournitures et équipements divers pour le commerce et les services	4669C	73	142	22,2	2017	Redressement judiciaire	septembre
COOPERATIVE D'APPROVISIONNEMENTS BIOLOGIQUES (BIO C' BON)	Intermédiaires spécialisés dans le commerce	4618Z	91	135	114,0	2018	Redressement judiciaire	septembre
ALES GROUPE (Phyto, Liérac)	Prestations de services filiales	7010Z	75	129	23,3	2018	Redressement judiciaire	Juillet
KIDILIZ OUTLET (KIDILIZ GROUP)	Commerce de détail d'habillement	4771Z	75	127	29,4	2018	Redressement judiciaire	septembre
CREATIFS	Organisation de foires, salons professionnels et congrès	8230Z	95	119	35,7	2019	Procédure de sauvegarde	septembre
ASTERIM	Activités des agences de travail temporaire	7820Z	77	116	5,2	2018	Liquidation judiciaire	Juillet
SERTA AEROSPACE & DEFENCE	Construction aéronautique et spatiale	3030Z	33	103	10,2	2017	Redressement judiciaire	Juillet
BIO C' BON PACA	Commerce de produits bio	4729Z	91	101	20,7	2018	Redressement judiciaire	septembre
LACELIER FRANCE	Commerce interentreprises d'habillement et de chaussures	4642Z	75	98	39,7	2017	Procédure de sauvegarde	Juillet
ARCADIE SUD OUEST PRODUITS ELABORES, EN ABREGÉ ASO.PE.	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1011Z	12	79	50,6	2018	Redressement judiciaire	Juillet
ETABLISSEMENTS DESTREL	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1011Z	46	43	41,9	2018	Redressement judiciaire	Juillet
SOC COOPERATIVE AGRICOLE DE LA LANDE	Culture de légumes, de melons, de racines et de tubercules	0113Z	37	42	26,5	2018	Liquidation judiciaire	Juillet
BETAIL VIANDES MONTOIS	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1011Z	40	41	25,0	2018	Redressement judiciaire	Juillet
VIANDES DE CORREZE	Transformation et conservation de la viande de boucherie	1011Z	19	34	51,4	2018	Redressement judiciaire	Juillet
SOCIETE NOUVELLE VIGNA MEDITERRANEE	Construction d'autres bâtiments	4120B	83	26	21,5	2018	Redressement judiciaire	Juillet

■ Les Défaillances d'entreprises en région au 3ème trimestre 2020



- > -30%
- -30 % à -40 %
- < -40%

■ Evolution des défaillances d'entreprises en France sur 10 ans
(Données 12 mois glissants - septembre 2009 à septembre 2020)



Retrouvez nous sur les réseaux sociaux



Êtes-vous certain que vos partenaires commerciaux ont les moyens de vous payer ?

intuiz+
by altares

Avec intuiz+, vérifiez la solvabilité de vos clients, prospects ou fournisseurs et protégez votre entreprise des risques de factures impayées.

Prenez vos décisions en toute confiance et développez votre activité sereinement.

Note méthodologique

PARTIE 2

ANNEXES

■ Définition de la défaillance :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe auprès d'un Tribunal Judiciaire (Ex Tribunal de Grande Instance ou Tribunal d'Instance). Cela ne recouvre donc ni les procédures amiables (mandat ad hoc ou conciliation) ni les suites d'ouverture (arrêt de plan ou conversion en liquidation). Chaque année, en moyenne, les 2/3 des Redressements Judiciaires ouverts sont convertis en Liquidations Judiciaires.

Le jugement prononçant le redressement judiciaire ouvre une période d'observation devant permettre à l'administrateur de dresser le bilan économique et d'élaborer un plan de redressement. La durée de la période d'observation est de 6 mois renouvelable 1 fois, avec une prolongation exceptionnelle de 6 mois à la demande du Ministère public (Procureur de la République), soit au total 18 mois.

Ainsi, Altares observe qu'en moyenne 60% des conversions en liquidation judiciaire sont prononcées l'année de l'ouverture du redressement judiciaire et 40 % le sont en année N+1 voire N+2.

A retenir : une défaillance = une ouverture.

■ Statistiques de défaillances :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises comptabilisent l'ensemble des entités légales **disposant d'un numéro siren** (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un Tribunal de Commerce ou de Grande Instance. L'existence de ce numéro référentiel est indispensable pour savoir précisément de quelle entreprise il s'agit et pouvoir valider son parcours judiciaire. Sans ce numéro, les identifications seraient approximatives et il serait difficile de s'assurer qu'il s'agit bien d'une ouverture de liquidation plutôt qu'une conversion en liquidation au risque donc de comptabiliser deux fois un même jugement.

Altares collecte ainsi près de 4 000 annonces non sirénées par an. Un traitement spécifique manuel d'identification du siren est réalisé, permettant d'affecter un numéro de siren sur plus de la moitié des annonces. Les autres sont chargés dans la base de données Altares mais ne sont pas retenues dans les statistiques de défaillances.

A retenir : une défaillance = un Siren.

■ Les sources des procédures collectées par Altares :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de Commerce de métropole et d'outre-mer. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987.

A retenir : l'exhaustivité des ouvertures de procédure (et leurs suites) est enregistré.

■ Données en date de jugement :

La date de défaillance retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au B.O.D.A.C.C.

A retenir : la défaillance est comptabilisée en date de jugement et non date de publication

■ Nomenclature d'activités :

Les statistiques de défaillances par activité s'appuient sur la nomenclature des activités françaises NAF révisée au 1er janvier 2008. *(Voir en annexe la distribution des secteurs d'activités et les codes NAF qui leur sont associés dans les études trimestrielles Altares de défaillances d'entreprises)*

A retenir : les activités sont définies par le code NAF.

■ Données sur l'emploi ou le chiffre d'affaires :

Les statistiques relatives à l'emploi ou au chiffre d'affaires sont issues de données retraitées par Altares à partir des documents comptables publiés par les entreprises, de sources publiques telles que l'INSEE ou de sources privées.

A retenir : des sources privées Altares peuvent pallier l'absence de documents comptables.

Secteurs d'activité analysés

Secteurs d'activité analysés et codes NAF associés

Secteurs Activités	Codes NAF associés	
AGRICULTURE	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Elevage	014 à 015 et 0163Z
CONSTRUCTION	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 et 68
COMMERCE	Commerce & réparation de véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce de gros	46
INDUSTRIE	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 et 13 à 39
INFORMATION & COMMUNICATION	Services informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Edition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 et 6391 ET 6399
TRANSPORT & LOGISTIQUE	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 et 50 à 53
ACTIVITES FINANCIERES & D'ASSURANCE	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
SERVICES AUX ENTREPRISES	Activités scientifiques et techniques	69 à 75 et 9601A
	Services administratifs aux entreprises	77 à 82 et 6420Z
SERVICES AUX PARTICULIERS	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z et 9609 à 98
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DEBITS DE BOISSON	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débites de boissons	5630
AUTRES ACTIVITES	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Autres activités	94 et 99

Cette étude vous a plu ?

Inscrivez-vous à notre newsletter pour
recevoir nos prochaines études

S'inscrire

L'ANALYSE TRIMESTRIELLE

A PROPOS D'ALTARES

www.altares.com

Expert de l'information sur les entreprises, Altares collecte, structure, analyse et enrichit les données BtoB afin de les rendre « intelligentes » et faciliter la prise de décision pour les directions générales et opérationnelles des entreprises. Le groupe propose son expertise sur toute la chaîne de valeur de la data.

Partenaire exclusif en France, au Benelux et au Maghreb de Dun & Bradstreet, 1er réseau international d'informations BtoB, Altares se positionne comme le partenaire de référence des grands comptes, ETI, PME et organisations publiques, en leur offrant un accès privilégié à ses bases de données sur **plus de 364 millions d'entreprises dans 220 pays**.

Altares propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1er janvier 2006
- les retards de paiement en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altares publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance.

Altares

52/58 avenue Jean Jaurès
92700 Colombes
contact@altares.com
Tél : 01.41.37.50.00

Directeur des études

Thierry Millon
Thierry.Millon@altares.com
Tel : 04.72.65.15.51

Relation presse

Urielle Dutartre
urielle.dutartre@coriolink.com
Tél : 06.62.82.71.62

Candice Piekacz
candice.piekacz@coriolink.com
Tél : 06.71.38.53.15

www.altares.com